

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Cristina-Kircher-favorite-mais-beaucoup-d-interrogations-demeurent>

Cristina Kircher, favorite, mais beaucoup d'interrogations demeurent.

- Argentine -

Date de mise en ligne : samedi 27 octobre 2007

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le scrutin présidentiel de dimanche 28 en Argentine ne réserve pas grande surprise, il est fort probable qu'il sera emporté par Cristina Kirchner, peut être même, si l'on en croit les sondages, dès le premier tour.

Ceux-ci la donnent loin devant la députée Elisa Carrio et l'ancien ministre de l'Economie Roberto Lavagna, en tête d'une opposition dispersée entre 13 candidats. Reste à savoir quelle sera la politique menée par celle qui prendra la succession de son mari. Plusieurs défis l'attendent.

Certes l'économie argentine n'est plus dans la situation catastrophique dans la quelle elle se trouvait au moment de l'arrivée de Kirchner au pouvoir, en mai 2003.

Aujourd'hui elle peut afficher quelque 8% de croissance par an, et cinq années de croissance successive. Des finances publiques en ordre avec un excédent budgétaire primaire supérieur à 3%, une dette extérieure largement épurée. Une situation de l'emploi qui s'est aussi améliorée. Le chômage est passé sous la barre des 10% alors qu'il avait atteint 20% pendant la crise et la pauvreté qui a frappé un argentin sur 2002, en concerne désormais 30%.

Mais l'arbre ne doit pas cacher la forêt argentine. La bonne santé du pays est relative, marquée par une situation sociale qui s'est certes améliorée mais qui compte encore nombre de laissés pour compte comme le montre ces chiffres. De fortes inégalités subsistent toujours. De plus cette bonne santé est menacée par de fortes tensions inflationnistes, qui pourraient atteindre 15% selon certains économistes.

Justement justice sociale, est un des chevaux de bataille de la nouvelle présidente. Plusieurs mesure du président Kirchner lui ont préparé le terrain : la fiscalité moindre sur les classes moyennes, hausse des retraites, pension pour les mères au foyer... Mais comment va-t-elle aller plus loin, aura-t-elle les moyens d'une politique « de gauche » ?

Outre l'important volet social Cristina Fernandez va être confrontée à des dossiers lourds aux enjeux internationaux comme le dossier énergétique. Curieusement ce pays connaît des problèmes d'approvisionnement important alors qu'il est producteur. Un dossier qu'il continue à faire bouger en rebattant les cartes aux mains des compagnies multinationales pétrolières qui freinent leurs investissements dans ce domaine.

Si l'Argentine a renoué avec la croissance aussi en grande partie grâce au boom des matières premières agricoles (soja, maïs, blé) et minières dont elle est l'un des principaux producteurs mondiaux. Le boom des matières premières tire vers le haut l'économie de l'Argentine, il permet à travers "certaines" taxes à l'Etat de financer sa politique d'aide sociale.

Mais cette force peut s'avérer une faiblesse en déséquilibrant les structures productives du pays au profit de bénéfices à court terme. L'exploitation à outrance du soja déjà fait des dégâts dans certaines régions. La perspective d'une culture échevelée des matières agricoles dédiées à la fabrication de bio-combustibles est tout aussi inquiétante. La production et l'exportation est en mains de multinationales étrangères.

Quelle sera la politique de Cristina Kirchner vis-à-vis des investisseurs qu'invoque une partie de la classe économique ? Certains estiment qu'elle doit donner des signes clairs. Clairs pour qui ? Pour les banques et les investisseurs internationaux, qui ne se sont pas toujours bien comportés avec ce pays ? Ou des signes clairs aux citoyens argentins qui sont sortis de la crise principalement par la force de leur solidarité.

Mais comment ne pas tenir comptable le précédent gouvernement, qui malgré la façade d'une position « forte » en matière de remboursement de la dette extérieure, n'est pas aller au bout du processus. A savoir faire admettre et

reconnaître que cette dette est illégale. Comme l'a montré un jugement, cette dette est née de la responsabilité des fonctionnaires de la dictature qui l'ont contractée et de la coresponsabilité des organismes internationaux comme le FMI, BM, BID et le Club de Paris qui ont approuvé des prêts illicites et frauduleux. Or le Juge Ballesterro a remis le jugement au Congrès, pour qu'il fasse valoir l'intervention que la Constitution lui confère dans la gestion de la Dette externe (art.75).

La majorité parlementaire ne s'est jamais occupée de cette affaire. Pas plus le gouvernement en place qui a, par manque de volonté, étouffé le dossier. Pire en trouvant un accord sur la dette avec le FMI a porté atteinte aux procédures en cours ? Pourquoi ? Pour ne pas faire trop d'ombre aux grandes puissances et au FMI. Parce que les gouvernants argentins ont décidé que nous devons payer pour pouvoir « nous insérer dans le monde ». On se demande les bénéfices réels de cette annulation de la dette négociée avec le FMI.

On le comprend, les défis qui attendent la future présidente de la République argentine touchent à des enjeux qui dépassent largement les frontières du pays.

[El Correo](#). Paris, le 25 octobre 2007.